

assureraient une plus grande coordination entre les ministères du gouvernement, ce qui nous fait défaut aujourd'hui.

Évidemment, le ministre est mieux au courant que moi de certains nouveaux événements se rattachant à un organisme monétaire international dépassant ce que nous avons aujourd'hui. Quand le ministre reprendra la parole, comme il le fait d'habitude, j'aimerais qu'il nous parle de l'attitude du Canada envers les plans relatifs à l'établissement d'un organisme monétaire de la région de l'Atlantique. Au moins trois plans ont été soumis à la plupart des pays du monde occidental, le dernier par le professeur Tiffin. J'aimerais savoir si, oui ou non, le Canada a été consulté à propos de cette nouvelle idée, et si ce projet constituerait un progrès, sans nuire au Fonds monétaire international, ni le remplacer.

J'aurais voulu parler de divers autres sujets, mais vu que le problème du Fonds des changes n'a pas été suffisamment expliqué, selon moi, j'ai cru devoir consacrer autant de temps que je l'ai fait aujourd'hui à ce sujet. Nous savons que nous avons un déficit d'un milliard de dollars, mais Dieu sait ce que cela représente. Lorsqu'on lit les détails de la déclaration du ministre à propos du contrôle du change étranger, et lorsqu'on voit que le ministre lui-même s'inquiétait beaucoup de cette question l'an dernier et qu'il parlait de la possibilité d'un enjeu gigantesque avec l'argent du contribuable, c'est très étonnant, à mon sens, que le ministre, dans son long exposé, au cours duquel il a fait beaucoup d'esbrouffe à propos d'un tas de choses qui ne semblaient pas avoir la même importance, n'ait eu qu'une petite phrase à dire sur le passif financier possible pouvant résulter du problème du contrôle du change étranger, et à propos de l'enjeu auquel pourrait être soumis l'argent du contribuable.

J'aimerais aborder la question du commerce, mais je ne le ferai pas maintenant. Je sais que d'autres députés, de ce côté-ci, le feront. Je me contenterai de dire pour l'instant qu'une semaine avant de présenter son budget, le ministre promettait un budget d'expansion. Mais on a beau scruter l'exposé budgétaire, tout ce qu'on constate, en matière d'échanges, c'est une tendance à la restriction, non à l'expansion.

Pour conclure, je propose, appuyé par le député de Bonavista-Twillingate:

Que tous les mots après l'expression «que» soient retranchés et remplacés par ce qui suit:

«Cette Chambre est d'avis que, contrairement à la publicité qui les a précédées, les propositions financières du gouvernement, contenues dans le budget qu'a soumis à la Chambre le ministre des Finances, auront pour effet de restreindre le commerce et sont nettement insuffisantes pour accroître

[M. Benidickson.]

la production et le volume d'emploi indispensables à l'expansion de l'économie, malgré le fardeau imposé par un cinquième déficit consécutif plus élevé que jamais.

Pour cette raison et à cause de la gestion généralement mauvaise des affaires financières du pays, la Chambre estime que le gouvernement n'a pas droit à la confiance des représentants élus du peuple.»

**M. Erhart Regier (Burnaby-Coquitlam):** Monsieur l'Orateur, dans le petit budget présenté en décembre dernier, le gouvernement a enfin admis qu'il n'avait pas réussi à satisfaire aux besoins du pays. En décembre, le ministre nous a dit qu'il s'était trompé dans ses prévisions et que nous allions avoir un formidable déficit. Dans le petit budget, nous avons aussi remarqué que le gouvernement reconnaissait la nécessité d'agir. L'économie n'a pas reçu la grande poussée que nous espérons et dont elle avait si grand besoin, mais par le petit budget, le gouvernement a du moins donné un coup de pouce à l'activité économique de la nation.

On reconnaît maintenant que la carence du gouvernement, qui n'a pas pris les mesures radicales qui s'imposaient, nous a valu six mois de stagnation économique tout à fait inutile, sans parler des épreuves superflues supportées par des millions de citoyens qui ont des revenus extrêmement bas et surtout des épreuves superflues supportées par plus de 700,000 Canadiens qui ont chômé durant une si longue période, depuis un an, et beaucoup d'entre eux chôment encore, du reste. Là aussi, on a fait croire aux Canadiens que le gouvernement favorisait enfin l'expansion; qu'il prendrait les mesures nécessaires pour augmenter les fonds disponibles et diminuer fortement les taux d'intérêt. Nous attendions aussi des mesures budgétaires à grande portée, conçues spécialement pour stimuler et intensifier l'activité économique.

Qu'avons-nous au lieu de tout cela? Il n'y a pas grand chose que je puisse reprocher au budget, monsieur l'Orateur, rien qui soit vraiment mal inspiré. Une chose est à déplorer dans le budget, ce qu'il y manque. En effet, il n'offre aucune mesure importante pour remédier aux maux de notre économie. Les lacunes du budget me portent à conclure ceci: le gouvernement avoue son refus ou son incapacité de prendre les mesures qui s'imposent; il reconnaît que le vice va au plus profond de notre système économique, dont l'anarchie se dissimule sous le beau principe de la libre entreprise!

Le conseil que le ministre a donné aux Canadiens, de travailler dur et de se priver, ne sera pas trop prisé par le demi-million de Canadiens qui seraient des plus heureux si des emplois étaient disponibles pour qu'ils puissent travailler dur. Ils jugeront que ce